

CONTRAT-CADRE

entre

les Chemins de fer fédéraux suisses CFF

société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

Infrastructure, Projets, Engineering
Courant de traction
Avenue de la Gare 41
1003 Lausanne

(ci-après «CFF SA»)

et

Partenaire contractuel

Numéro TVA/ EIN: -----

Numéro IDE: -----

(ci-après «l'entreprise»)

concernant

Planification d'installations de courant de traction

Informations complémentaires

A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance

Référence	Nicolas Jenni / I-AEP-ENG-FS-RWT/ nicolas.jenni@sbb.ch
Numéro de contrat	-----
Numéro de commande	cf. commande correspondante
Numéro de projet	divers

Pour usage interne CFF:

Modèle de contrat:	Contrat-cadre Courant de traction
Date Version Modèle:	24.04.2020
Nom du fichier:	Projet de contrat-cadre Courant de traction.docx

1. Objet du contrat

L'entreprise fournit des prestations dans le domaine de la conception et la planification d'installations de courant de traction.

L'entreprise ne peut pas prétendre à un volume de livraison défini.

CFF SA déclenche les livraisons effectives au moyen d'une commande envoyée via SAP.

L'entreprise est tenue d'accepter aux mêmes conditions tarifaires des commandes relatives aux livraisons susmentionnées et, le cas échéant, aux prestations y afférentes passées par des ayants droits mentionnés ci-après. Les conditions générales applicables au présent contrat valent également pour ces commandes. Les ayants droit sont les sociétés de participation de CFF SA et les entreprises de transport public (état actuel dans l'annexe xy). Les droits et obligations résultant des commandes passées par les ayants droit ne lient que les parties au contrat concernées.

2. Eléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants:

- a) le présent document contractuel avec ses annexes conformément au chiffre correspondant;
- b) les Conditions générales de CFF SA relatives à l'acquisition d'installations en courant de traction, édition d' avril 2020 (ci-après «CG-B»);
- c) les résultats mis à jour du date relatifs à l'offre et au cahier des charges;
- d) l'offre de l'entreprise du date;
- e) l'appel d'offres de CFF SA du date, accompagné du cahier des charges du date.

S'il y a contradiction entre certains éléments constitutifs du contrat, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents contractuels faisant partie d'un des éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont intégrées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent contrat («Conventions particulières»). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

3. Rémunération

3.1. Rémunération fixe

La rémunération se base sur la liste de prix conformément à l'annexe xy.

3.1. Rémunération en fonction du temps de travail effectif et plafonnement des coûts

La rémunération s'effectue selon le travail fourni, sur la base des taux d'honoraires convenus.

Les taux horaires correspondent à CHF xxx (Expert), CHF xxx (Chef de projet), CHF xxx (Ingénieur spécialisé), CHF xxx (Chef de chantier), CHF xxx (Constructeur), CHF xxx (Assistant de projet), (hors 7.7% TVA).

L'attribution des catégories d'honoraires sera déterminée par les prestations à fournir et correspond à la partie B1 de l'appel d'offres.

Les coûts sont plafonnés selon commande SAP.

3.2. Rabais

Un rabais de x % est pris en compte dans le calcul de la tarification horaire et s'applique également aux avenants.

3.3. Renchérissement

La réglementation suivante concernant le décompte du renchérissement s'applique sur la base de la SIA 126 Variations de prix :

Procédure selon la méthode paramétrique pour les prestations de mandataires.

Le jour de référence suivant s'applique : Date (dernier jour pour la remise de l'offre).

3.4. Exclusion de droits en cas d'écarts par rapport à l'horaire

Les écarts occasionnels par rapport à l'horaire, en raison notamment du retard des trains et de la circulation de trains spéciaux ou de perturbations d'exploitation exceptionnelles à court terme ne donnent aucun droit à l'entreprise de prétendre à une indemnisation complémentaire.

4. Modalités de paiement

4.1. Facturation

Une facture est établie pour chaque commande.

Toutes les factures doivent se référer aux bases définies dans le contrat et être documentées par des relevés de prestations vérifiables. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2 du présent contrat (« Informations complémentaires / A indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance », y compris le numéro de la commande concernée) ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer où CFF SA peut effectuer le paiement avec effet libératoire.

Les factures de l'entreprise doivent être établies et envoyées à l'adresse de facturation indiquée dans la commande, sous réserve de toute facturation électronique selon le ch. 5.2.

Les factures qui ne satisfont pas aux critères précités sont renvoyées pour correction. Le délai de paiement est différé en conséquence.

4.2. Délai de paiement

La facturation a lieu après la fourniture de la prestation.

Le délai de paiement est de 30 jours après réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation de CFF SA).

4.3. Escompte

Un escompte de -----% est déduit de chaque paiement effectué dans les délais. L'escompte s'applique à toutes les factures de l'entreprise, y compris aux éventuels avenants.

5. Procédure de commande et de facturation

5.1. Procédure de commande (si plusieurs partenaires au contrat-cadre)

CFF SA effectue ses commandes selon le principe suivant : le soumissionnaire « de premier rang » est d'abord sollicité. Si celui-ci ne peut pas honorer la commande, CFF SA s'adressera au soumissionnaire de « deuxième rang ».

5.2. Procédure

CFF SA transmet les commandes par fax / via SAP / ... sur la base d'un modèle ad hoc conformément à l'annexe xy.

La facture est établie par courrier.

L'entreprise se déclare disposée, sur demande de CFF SA, à appliquer à l'avenir la procédure de commande et de facturation par voie électronique. L'introduction et l'application technique seront mises au point à temps. Les factures électroniques doivent être signées numériquement par le système ERP de l'entreprise, via un prestataire de services et être envoyées conformément aux directives de CFF SA. CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

5.3. Commandes non conformes

L'entreprise ne peut exécuter des commandes dérogeant à l'objet du contrat ou à la procédure de commande qu'après autorisation de la personne de contact conformément au ch. xx.

6. Délais

6.1. Délais comminatoires

En cas de non-respect des délais suivants, l'entreprise est en demeure sans autre avis:

----- Délais

7. Mesures de sécurité et de protection sur les aires de travail

7.1. Généralités

L'entreprise et les tiers qu'elle mandate respectent les dispositions relatives à la protection des travailleurs (y c. les prescriptions de sécurité qui ont été définies) et suivent les instructions de CFF SA. Lors de travaux sur et à proximité des voies ou des installations électriques, l'entreprise se conforme strictement à toutes les dispositions en matière de sécurité qui la concernent, ainsi qu'aux instructions correspondantes des services spécialisés, qui sont communiquées par la direction de la sécurité. Et elle y contraint ses sous-traitants et fournisseurs. En cas de non-respect de ces obligations, la clause «Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement» s'applique. L'entreprise est tenue d'établir les éventuels concepts de sécurité nécessaires avant le commencement des travaux (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé en cas de travaux souterrains).

7.2. Sécurité de l'exploitation et protection des trains

Les travaux doivent être organisés et exécutés de manière à garantir la circulation des trains en toute sécurité et aux vitesses autorisées. L'entreprise doit notamment maintenir dégagé le profil d'espace libre et assurer la stabilité des voies attenantes en cas de travaux de terrassement. Le choix de méthodes, de déroulements et de machines de construction appropriés, conformément aux contraintes de CFF SA spécifiques au projet, permet d'exclure toutes circonstances compromettant la sécurité de l'exploitation. Les documents de préparation aux travaux en découlant doivent être remis par écrit à la direction de projet de CFF SA au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord avec la direction de projet de CFF SA.

7.3. Protection du personnel

Les différentes phases de travail ne peuvent commencer que si la direction de la sécurité a prévu un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et instruit les responsables ad hoc. En contresignant les dispositifs, l'entreprise et son responsable de la sécurité déclarent que ceux-ci et les instructions correspondantes ont été compris et que les consignes nécessaires ont été reçues.

7.4. Aptitude médicale

L'entreprise et les tiers mandatés par elle veillent à ce que leur personnel se conforme aux prescriptions sur les critères d'aptitude médicale selon le récapitulatif figurant à l'annexe.

7.5. Ordonnance sur le courant fort

L'entreprise fait en sorte que le service et les travaux sur les installations à courant fort soient exécutés exclusivement par des personnes compétentes ou instruites (art. 67 de l'ordonnance sur le courant fort, RS 734.2).

8. Assurances

8.1. Assurance responsabilité civile d'entreprise

L'entreprise garantit l'existence et le maintien d'une assurance responsabilité civile d'entreprise ou professionnelle couvrant les dommages matériels et corporels ainsi que les dommages pécuniaires résultant de ces derniers pour toute la durée du contrat.

Le montant garanti s'élève à au moins CHF 5 millions par sinistre et par année civile.

8.2. Assurance-chose / assurance des machines

L'entreprise garantit l'existence et le maintien d'une assurance-chose/assurance des machines relative aux outils de travail pour toute la durée du contrat. A la demande de CFF SA,

elle doit présenter le justificatif d'assurance correspondant. Tout sinistre survenant lors de l'exécution des travaux doit être réglé par le biais de cette assurance.

9. Droits de la propriété intellectuelle

9.1. Droits de la propriété intellectuelle et droits liés à la concurrence déloyale

CFF SA est en droit, elle-même ou par l'intermédiaire de tiers, d'utiliser, de remanier ou de modifier sans restriction les résultats du travail de l'entreprise. Aucune indemnisation supplémentaire n'est due à ce titre. CFF SA conserve les mêmes droits en cas de résiliation anticipée du présent contrat.

10. Documentation relative aux résultats des travaux

A chaque étape de l'exécution du contrat, CFF SA est autorisée à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (y c. bases d'élaboration et de calcul) en 2 exemplaire/s. Les documents doivent être disponibles en français et remis sur papier et sur un support de données dans un format original pouvant être traité par CFF SA ainsi qu'aux formats suivants:

.docx, .xlsx, .dwg, .dxf, .dng...

11. Durée du contrat et résiliation

11.1. Durée du contrat

La durée du présent contrat s'étend du 01.01.2021 au 31.12.2023 au plus tard.

Le contrat peut être résilié par CFF SA pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de six mois.

11.2. Prolongation du contrat

CFF SA reçoit une option lui permettant de prolonger le contrat d'une année à 2 reprises.

L'exercice de l'option doit être communiqué à l'entreprise par écrit au plus tard six mois avant la fin du contrat.

11.3. Résiliation pour justes motifs

Chacune des parties peut en tout temps résilier le contrat avec effet immédiat pour justes motifs. Est notamment considéré comme juste motif:

- l'incapacité effective ou imminente d'une partie, son insolvabilité ou l'ouverture d'une procédure de faillite à son encontre;
- le fait qu'une partie continue à ne pas remplir une obligation contractuelle essentielle alors même qu'un délai lui a été imparti à plusieurs reprises pour y remédier.

11.4. Conséquences de la fin du contrat

À la fin de sa durée ou en cas de résiliation, le contrat continue à déployer ses effets sans modification jusqu'à l'exécution des commandes/prestations effectuées auparavant. En cas d'insolvabilité manifeste de l'entreprise, CFF SA se réserve le droit de se départir du contrat conformément à l'art. 83 al. 2 CO en lien avec l'art. 211 al. 2 LP.

12. Conventions particulières

12.1. Changement de contrôle

L'entreprise informe CFF SA sans délai et par écrit de tout changement de contrôle imminent. Sont notamment considérés comme des changements de contrôle le transfert direct ou indirect d'au moins 50% du capital-actions ou des droits de vote de l'entreprise à un tiers, la fusion ou toute autre association de l'entreprise avec un tiers, le transfert d'actifs essentiels prévus pour le présent contrat à un tiers par l'entreprise ainsi que toute autre prise de contrôle sur l'activité de l'entreprise par un tiers. Les restructurations internes au groupe ne sont pas considérées comme un changement de contrôle au sens du présent chiffre.

En cas de changement de contrôle, CFF SA est en droit de résilier le présent contrat sans verser d'indemnités. Les parties renoncent mutuellement à la compensation du préjudice issu de la caducité du contrat.

12.2. Personnes de contact

Pour toute question relative au présent contrat, les personnes suivantes seront consultées:

Pour CFF SA:	Nom:	Jenni Nicolas
	e-Mail:	nicolas.jenni@sbb.ch

Pour l'entreprise:	Nom:	-----
	e-Mail:	-----

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

12.3. Gestion des divergences

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable les éventuelles divergences issues du présent contrat ou en relation avec celui-ci, conformément à l'annexe correspondante, avant de saisir le tribunal compétent désigné ci-après. Cela concerne également toute divergence relative à la validité du contrat, ses effets juridiques, ses modifications ou sa résiliation.

12.4. Interdiction de débauchage

Le débauchage de collaborateurs de CFF SA en charge de la fourniture des prestations régies par le présent contrat pendant la durée de ce dernier et pendant un an après la fin du contrat requiert l'accord préalable écrit de CFF SA.

13. Forme écrite

La conclusion du contrat ainsi que toutes modifications et tous compléments qui lui sont apportés de même qu'à ses éléments constitutifs requièrent la forme écrite et la signature des deux parties.

14. Droit applicable

Le contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

15. For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, le for exclusif est Lausanne.

16. Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du contrat:

- 1) Déclaration volontaire relative à la protection des travailleurs
- 2) Critères d'aptitude médicale
- 3) Gestion des divergences

17. Nombre d'exemplaires

En outre, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les CG déterminantes.

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et CFF SA ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

18. Signatures

Pour CFF SA

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction

Pour l'entreprise

Lieu et date

Lieu et date

Prénom, nom
Fonction

Prénom, nom
Fonction